



VI^e Symposium du Gorée Institute : l'économie politique de la gouvernance démocratique et de la stabilité politique au Sahel



Instabilité institutionnelle et menaces à la sécurité humaine au Sahel : les acteurs formés pour un engagement efficace

Gouvernance des ressources minérales : 2021, année de capitalisation des acquis



Consolidation de la paix et prévention des conflits au Sahel : Gorée Institute mise sur le leadership des femmes



Gouvernance et espace civique au Sahel : un Forum régional multipartite pour repenser l'inclusion et la participation des femmes et des jeunes

Partenariat entre Gorée Institute, Misahel et NIMD Sahel pour la vulgarisation de l'Architecture Africaine de la Gouvernance (AGA) et de l'Architecture Africaine de Paix et de Sécurité (APSA)

Sommaire

Vle Symposium du Gorée Institute : l'économie politique de la gouvernance démocratique et de la stabilité politique au Sahel	3
Partenariat entre Gorée Institute, Misahel et NIMD Sahel pour la vulgarisation de l'AGA et de l'APSA	7
Gouvernance et espace civique au Sahel : un Forum régional multipartite pour repenser l'inclusion et la participation des femmes et des jeunes	9
Cours annuels du Power of Dialogue (POD).....	11
30 femmes et jeunes du Sahel formés à l'engagement civique, à la citoyenneté et à la prévention des conflits	11
Consolidation de la paix et prévention des conflits au Sahel : Gorée Institute mise sur le leadership des femmes	13
Instabilité institutionnelle et menaces à la sécurité humaine au Sahel : les acteurs formés pour un engagement efficace.....	14
Stabilité institutionnelle et sécurité humaine au Sahel : Examen en profondeur des menaces via un monitoring	18
Gouvernance des ressources minérales	20
Table ronde d'experts sur la gestion des ressources naturelles : Gorée Institute veut insuffler le changement en Afrique de l'Ouest.....	20
Gouvernance des ressources minérales: 2021, année de capitalisation des acquis	22
Déclaration du Gorée Institute lors des événements de mars 2021	24
Retraite annuelle : 72h d'introspection à la Somone	26
Conseil d'administration annuel	27

VI^e Symposium du Gorée Institute : l'économie politique de la gouvernance démocratique et de la stabilité politique au Sahel

cadre du programme Power of Dialogue, qui a permis d'identifier et d'examiner les facteurs fondamentaux, formels et informels qui affectent la stabilité démocratique et le manque de conformité de l'État aux principes et idéaux



Le symposium du Gorée Institute est un événement annuel d'échanges qui rassemble des chercheurs et des praticiens de la société civile, des organisations internationales et des médias travaillant sur des questions de gouvernance, de paix et de sécurité, dans un but de servir de cadre de référence aux Etats, aux Organisations de la Société Civile (OSCs) et aux organisations internationales.

Cette année, l'Institut panafricain n'a pas dérogé à la règle. L'édition 2021 qui s'est tenue du 29 au 30 novembre fut axée sur le thème: « Économie politique de la gouvernance démocratique et de la stabilité politique au Sahel ». Une initiative qui entre dans le cadre de la mise en œuvre du programme Power of Dialogue (Le pouvoir du dialogue) conçu pour promouvoir un espace démocratique pacifique et un processus de prise de décision politique inclusif, réactif et représentatif à tous les niveaux.

En effet, le thème du Symposium de cette année est le résultat de l'analyse d'économie politique récemment conclue par le Gorée Institute dans le

démocratiques, entraînant ainsi un rétrécissement de l'espace civique dans les pays cibles du Sahel, à savoir le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

Force est de noter que dans la zone Sahel, excepté le Sénégal qui n'a jamais connu de coup d'État et où l'autorité morale religieuse exerce un degré significatif d'influence informelle sur les décisions gouvernementales en matière de paix et de stabilité politique, le Niger, le Mali et le Burkina Faso ont connu des prises de pouvoir militaires, comme en témoigne la situation actuelle au Mali, qui fait peser de graves menaces sur la sous-région en raison de l'augmentation des incidents liés à l'extrémisme violent, à la pauvreté et aux défis sécuritaires liés au climat, en l'absence d'approches régionales solides pour faire face à ces défis. Tous ces facteurs fondamentaux, formels et informels ont été documentés dans la récente analyse régionale de l'économie politique menée par le Gorée Institute au Mali, au Niger et au Burkina Faso.

Face à une telle réalité, le Symposium de 2021 a été un bon prétexte pour discuter des défis croissants en matière de gouvernance démocratique et de sécurité au Sahel. En outre, ce rendez-vous régional a facilité une bonne compréhension des questions de gouvernance démocratique et des défis qui affectent la stabilité en Afrique de l'Ouest, en particulier au Sahel. Lors de ce symposium, les acteurs ont discuté de la relation de renforcement mutuel entre les causes profondes, les déclencheurs et les accélérateurs de la stabilité démocratique et politique complexe au Sahel, certainement sous l'effet de facteurs externes et internes. Le Symposium annuel a fourni aux différentes parties prenantes au forum les perspectives et expériences concernant les facteurs de risque et les menaces pour la gouvernance démocratique et la stabilité politique. L'édition 2021 a donné un aperçu de l'épisode historique récent des défis de la démocratie et de la consolidation de la paix afin de permettre une réflexion collective à des solutions adaptées aux politiques. Et d'examiner le contexte et les circonstances dans lesquelles les processus démocratiques sont jugés appropriés, ainsi que les besoins et les objectifs auxquels ils sont censés répondre. Le Symposium de cette année a aussi mis en lumière des suggestions et des recommandations politiques pratiques visant à rappeler, à éduquer, à informer et à susciter un dialogue rapide entre les principales parties prenantes.

Événement annuel qui suscite la réflexion, le Symposium 2021 a rassemblé diverses parties prenantes à savoir les membres du Consortium POD, les partenaires du Gorée Institute, les décideurs politiques des pouvoirs exécutif et législatif dans les pays cibles, les représentants des États concernés, les représentants du G5 Sahel, les représentants de l'UNOWAS, les représentants de groupes civiques, y compris des membres d'OSC, les associations de jeunes et des groupes de défense des droits des femmes. Les activistes des droits de l'homme et les praticiens des médias y ont également pris part.

Appel de Gorée

Nous, participants au VI^{ème} Symposium sur l'économie politique de la gouvernance démocratique et de la stabilité politique, tenu du 29 au 30 novembre 2021 au Gorée Institute, provenant du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Tchad ;

Considérant la situation préoccupante que traverse l'Afrique de l'Ouest en général et le Sahel en particulier, marquée par des crises multiformes de gouvernance et de sécurité ;

Conscients des risques importants de déstabilisation de toute la région ouest africaine ;

Considérant la situation particulière de la région des trois (3) frontières ;

Considérant les attaques régulières contre les populations civiles ;

Préoccupés par l'évolution des processus de transition politique, notamment au Mali et en Guinée, et la situation au Burkina Faso ;

Appelons les organisations sous régionales et régionales à la mobilisation et la mise en commun des efforts pour que la paix et la stabilité reviennent dans cette région.

En Appelons aux autorités de la CEDEAO à rechercher les voies et moyens pour mettre fin à l'escalade de violence et encourager les parties à recourir au dialogue pour lever les obstacles au retour d'une paix durable.

Recommandons à la CEDEAO de considérer les intérêts des peuples dans toute décision concernant les sorties de crise.

Fait à Gorée, le 30 novembre 2021

Les recommandations issues du 6e Symposium annuel régional

• Aux organisations de la société civile

Il a été recommandé aux OSC de capitaliser sur la volonté exprimée par la CEDEAO de s'engager collectivement comme partenaires dans la prévention des conflits et la bonne gouvernance. Il a été affirmé que cela contribuera à l'adhésion aux promesses de consolidation de la paix. Les OSC doivent continuer à plaider en faveur de l'ouverture de l'espace civique - ce qui favorise la responsabilisation des gouvernements et une plus grande réactivité aux besoins des citoyens en général, qu'il s'agisse d'aller sur les plateformes des médias traditionnels ou sociaux pour dire aux décideurs politiques qu'ils ne sont pas performants - et tenter ainsi de mettre sur la bonne voie.

Certains groupes de défense de l'égalité des sexes et d'autres organisations de la société civile devraient continuer à s'engager collectivement dans des activités de lobbying et de défense, dans le cadre d'actions positives en vue de la révision des lois sur les quotas de femmes. En tant qu'acteurs à la base, la société civile doit continuer à surveiller et à plaider pour la mise en œuvre des instruments régionaux et

internationaux adoptés par leurs gouvernements, ainsi que des promesses de consolidation de la paix.

Il a également été noté que les agences et organisations qui souhaitent soutenir la participation civique des jeunes devront non seulement comprendre comment les jeunes choisissent de s'engager dans chaque contexte, mais aussi dans quelle mesure la situation politique, sociale, économique et environnementale dominante d'un pays les incite à agir ou les dissuade de participer aux processus démocratiques.

• Aux gouvernements et institutions régionales

Le symposium a affirmé la nécessité d'une coopération régionale plus forte et d'un effort complémentaire des OSC avec la détermination de poursuivre sans relâche la lutte contre le terrorisme, et la nécessité de joindre les efforts avec la CEDEAO pour prévenir et traiter ce fléau. Les participants ont collectivement rappelé que la lutte contre le terrorisme est la responsabilité collective de tous les acteurs et appellent ainsi les partenaires à soutenir la lutte contre le terrorisme



au Sahel. Il a été recommandé aux organisations communautaires de repenser la sécurité dans une optique de sécurité humaine et plus inclusive.

Il a été recommandé que les pays cibles s'engagent à promouvoir la démocratie en renforçant l'État de droit, ainsi qu'à respecter les obligations internationalement reconnues en matière de droits de l'homme. Une partie de cet engagement doit également porter sur la mise en œuvre effective des principes et pratiques de bonne gouvernance démocratique. Les Etats doivent repenser leur souveraineté pour permettre aux organisations d'agir plus efficacement. Un point doit être établi entre souveraineté et besoin d'ingérence des organisations régionales. Les Etats doivent consentir plus d'efforts pour réduire fortement la dépendance financière des organisations régionales de l'extérieur. Il a été également reconnu que les Etats doivent repenser la coopération avec militaire avec les pays disposant de bases militaires en Afrique. Les pays doivent également s'engager à promouvoir des processus politiques plus inclusifs, ouvrant ainsi la voie à une véritable participation de tous les citoyens, à garantir la liberté des médias de jouer leur rôle essentiel et à promouvoir l'accès à l'information et la liberté d'expression des citoyens. Il s'est avéré que le dialogue entre politique et citoyens et le dialogue entre

opposition et parti au pouvoir sont une condition obligatoire pour la stabilité politique au Sahel.

Afin de maximiser la responsabilité et la prestation de services, les pays doivent adopter des approches qui permettront d'élargir la participation des citoyens aux politiques publiques, aux processus de développement et à la mise en œuvre de la prestation de services. Il convient d'accorder une attention particulière à la responsabilité des institutions publiques envers les citoyens dans le processus de réforme de la gouvernance. Étant donné que la gouvernance démocratique est un processus collectif et à long terme, les institutions démocratiques et les OSC doivent s'efforcer de galvaniser le soutien pour renforcer progressivement leurs efforts collectifs en faveur de la promotion de la tolérance politique. Ces efforts doivent s'appuyer sur l'expérience qui montre que les campagnes politiques dans les pays posent toujours des problèmes structurels - sociaux, économiques et ethniques. Les pistes de campagne sont aussi souvent inondées de promesses politiques d'opportunités sociales, politiques et économiques telles que l'emploi des jeunes, la prestation de services efficaces, la transparence, la responsabilité, la génération de revenus ainsi que la manière de gérer la décentralisation et la disparité économique.



Partenariat entre Gorée Institute, Misahel et NIMD Sahel pour la vulgarisation de l'AGA et de l'APSA

pour le continent et ses peuples, mais aussi favoriser la coopération internationale, en tenant dûment compte de la Charte de l'Union africaine et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.



Les 20 et 21 décembre 2021, le Gorée Institute (Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique), la MISAHEL (Mission de l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel) et le NIMD Sahel (Netherlands Institute for Multiparty Democracy) ont conjointement organisé un atelier régional sur la vulgarisation de l'Architecture de la Gouvernance Africaine (AGA) et de l'Architecture Africaine de Paix et de Sécurité (APSA). A travers cet événement de deux jours sur l'île de Gorée, ces trois organisations ont pu engager les acteurs étatiques et non étatiques du continent à discuter du principe fondamental inscrit dans l'AGA et l'APSA.

Entre autres objectifs, l'Union Africaine (UA) veut réaliser une plus grande unité et solidarité entre les pays africains et entre les peuples d'Afrique, défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de ses États membres, accélérer l'intégration politique et socio-économique du continent, promouvoir et défendre les positions africaines communes sur les questions d'intérêt

L'organisation continentale ambitionne également de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent et de conforter les principes et les institutions démocratiques, la participation citoyenne et la bonne gouvernance. Elle cherche en outre à favoriser et protéger les droits de l'homme et des peuples conformément à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et aux autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, et mettre en avant la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité humaine en vue de relever le niveau de vie des peuples africains.

Ayant compris l'idée selon laquelle la gouvernance démocratique, la paix et la sécurité sont complémentaires et essentielles au développement socioéconomique, la MISAHEL, le GORIN et le NIMD Sahel se sont engagés à aider les acteurs étatiques et non étatiques de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel à s'approprier les idéaux et le cadre de l'AGA et de l'APSA. Cela dans le but d'encourager ces derniers à intégrer

ces principes dans leurs mandats institutionnels et leurs fonctions opérationnelles respectifs. Car il s'agit des impératifs interconnectés, interdépendants, qui se renforcent mutuellement pour l'intégration continentale et le développement durable. D'où l'aspiration 4 de l'Agenda 2063, qui considère qu'une Afrique pacifique et sûre est fondamentale pour le progrès du continent.

Par ailleurs, de cet effort, est née l'opportunité de discuter des obstacles et des défis à la mise en œuvre de ces principes et idéaux, mais aussi de réfléchir à la façon de les fertiliser de manière croisée dans le cadre des efforts de l'UA et de ses partenaires pour favoriser le transfert d'appropriation.

Cet atelier tenu dans les locaux de GORIN fut l'occasion de présenter la MISAHEL, ainsi que

l'AGA et l'APSA, mais aussi d'aider les acteurs concernés à s'approprier du contenu de l'AGA et de l'APSA de l'Union africaine. Il a également permis d'élaborer des recommandations visant à améliorer l'utilisation de ces instruments de l'UA et son mandat institutionnel, et de produire une déclaration faisant la synthèse des principaux résultats issus de l'atelier.

L'atelier de vulgarisation de l'AGA et de l'APSA a réuni plusieurs catégories d'acteurs tels que les représentants de l'Union africaine au Sahel, les journalistes et blogueurs, les représentants des institutions régionales et sous régionales (G5 Sahel, UNOWAS, CEDEAO) et les membres d'organisations de la société civile. Une Déclaration engageant les trois organisations et l'ensemble des participants a été publiée au terme de l'atelier.



Gouvernance et espace civique au Sahel : un Forum régional multipartite pour repenser l'inclusion et la participation des femmes et des jeunes

les politiques, les cadres du niveau communautaire aux niveaux national et régional, notamment au Sahel.

Ainsi, pour mettre à exécution les principales recommandations émanant de l'analyse de



L'analyse de l'économie politique menée en 2021 par le Gorée Institute au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal révèle un manque d'engagement et de volonté politique des décideurs politiques pour interpréter et mettre en œuvre efficacement les politiques publiques et réglementations en faveur des femmes et des jeunes. En effet, de cette étude, découle une réalité qui montre que malgré les progrès notables dans le domaine de la liberté de participer aux processus démocratiques en général, les pays connaissent encore une pléthore de déficits démocratiques tels que l'intolérance et la marginalisation politique envers les femmes et les jeunes, ce qui est souvent source de violence intermittente à motivation politique. Or, force est d'admettre que la création de systèmes de gouvernance plus efficaces est fortement tributaire des voix des femmes et des jeunes qui influencent les décisions concernant

l'économie politique, le Gorée Institute a organisé du 13 au 15 octobre 2021 un Forum multipartite régional sur le thème : « Repenser l'inclusion et la participation des femmes et des jeunes dans la gouvernance démocratique au Sahel ». Un Forum qui s'inscrit dans la trajectoire de mise en œuvre du programme Power of Dialogue, conçu pour promouvoir un espace démocratique pacifique et un processus de prise de décision politique inclusif, réactif et représentatif à tous les niveaux.

Ce Forum multipartite régional qui a réuni pendant trois (3) jours des représentants d'États membres d'institutions nationales, de partis politiques, des experts de la société civile de jeunes et de femmes, des universitaires, ainsi que des partenaires au développement y inclus la CEDEAO, a servi de cadre pour étudier les nouvelles perspectives offertes aux jeunes et aux

femmes afin que leur participation influe sur les processus de prise de décision. Les différents acteurs ont abordé collectivement les facteurs, les barrières et les défis qui empêchent la participation active des femmes et des jeunes au processus de bonne gouvernance démocratique dans les pays cibles du Sahel. Ils ont également apporté des recommandations pratiques applicables à la CEDEAO, aux Etats membres et aux parties prenantes travaillant sur le sujet et sur des domaines connexes.

Avec la participation d'une trentaine de jeunes et de femmes issus des pays du Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Sénégal), le Gorée Institute a évalué la mise en œuvre des politiques et des règlements concernant l'inclusion et la participation active des femmes et des jeunes au processus de bonne gouvernance démocratique. De manière spécifique, il s'est agi d'identifier et de discuter collectivement des facteurs de risque associés au rétrécissement de l'espace civique et à l'affaiblissement des voix civiques des femmes et des jeunes leaders politiques. Il a également

été question de discuter des approches pour influencer les acteurs politiques dans la mise en œuvre des politiques et des réglementations internes visant à renforcer les voix civiques des femmes et des jeunes leaders politiques en herbe dans les processus de bonne gouvernance démocratique.

Les participants à ce forum ont par ailleurs discuté des approches stratégiques pour une meilleure inclusion des jeunes et des femmes dans les processus de gouvernance démocratique, de prévention des conflits et de consolidation de la paix dans l'espace Sahel. Enfin, ils ont identifié le rôle critique des Organisations de la Société Civile (OSC) sur les politiques publiques et réglementations en faveur des femmes et des jeunes.



Cours annuels du Power of Dialogue (POD)

dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la prise de décision. Il est plutôt



POWER OF DIALOGUE 2021-2025



COURS ANNUEL DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS: LEADERSHIP FEMME ET PRÉVENTION DES CONFLITS AU SAHEL

Ile de Gorée, Dakar-Sénégal, 11- 13 aout 2021

PAYS : BURKINA FASO - MALI - NIGER - SÉNÉGAL

Avec l'appui financier de
 Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands

L'année 2021 est marquée par la diversité des formations dispensées sous forme de cours annuel dans le cadre des activités du Programme « Power of Dialogue » 2021-2025 qui a pour objectif de contribuer à la création d'un espace démocratique pacifique et d'un processus de prise de décision politique inclusif, réactif et représentatif. Le POD donne une importance capitale à l'inclusion des femmes et des jeunes dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et le processus de prise de décision, que l'Institut Gorée considère comme primordiaux pour la mise en œuvre réussie et la réalisation de l'objectif global du programme POD dans les pays ciblés du Sahel, notamment le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Sénégal.

30 femmes et jeunes du Sahel formés à l'engagement civique, à la citoyenneté et à la prévention des conflits

De nos jours, le débat ne se pose plus sur la nécessité d'impliquer les femmes et les jeunes

question de voir la meilleure stratégie à adopter pour doter ces acteurs des connaissances, de compétences et de techniques nécessaires afin de leur permettre de jouer un rôle de premier plan dans la planification, le suivi et l'intervention aux niveaux communautaire, national et régional. En effet, malgré l'importance de l'appropriation et de l'inclusion des femmes et des jeunes dans les interventions modernes de consolidation de la paix et de prévention des conflits, leurs rôles et leurs voix en tant que moteurs clés du changement en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits restent sous-estimés. Or, pour que la consolidation de la paix soit efficace, elle doit être inclusive et prendre en compte la voix et les contributions des femmes et des jeunes qui représentent plus de la moitié de la population de la sous-région et qui subissent en même temps le poids de la violence politique.

C'est fort de ce constat que l'Institut Gorée s'est engagé à renforcer les capacités des groupes civiques à jouer un rôle de premier plan dans la



consolidation de la paix, la prévention des conflits et la prise de décision politique dans les pays ciblés du Sahel. Cela dans le cadre de la mise en œuvre du Programme « Power of Dialogue » et à travers l'organisation d'un atelier de formation régional ciblant des groupes civiques spécifiques (femmes et jeunes), travaillant dans le domaine de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits dans les pays ciblés de la région du Sahel.

A cet effet, une trentaine de jeunes, hommes et femmes, issus des pays du Sahel et membres d'organisations qui cultivent l'esprit du civisme et de la citoyenneté ont pris part au cours annuel de l'Institut sur le thème : « Espace civique et citoyenneté : leadership des jeunes et prévention des conflits en Afrique de l'Ouest ».

Cette formation tenue du 14 au 16 juillet 2021 est d'autant plus capitale que les femmes et les jeunes sont généralement sous-utilisés par les gouvernements et les institutions gouvernementales dans la région du Sahel, nonobstant leur apport essentiel à la paix durable et à la stabilité politique.

Autrement dit, malgré l'importance accrue accordée par la communauté internationale à l'implication active des femmes et des jeunes dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la prise de décision, leurs rôles et contributions dans les pays ciblés sont le plus souvent ignorés. Et les failles, les défis et les barrières culturelles font partie des facteurs critiques qui empêchent l'implication active des femmes en particulier dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la prise de décision. Ce qui fait de la formation des femmes et des jeunes à la lutte contre les formes courantes d'ignorance du genre dans la consolidation de la paix une option fiable pour une mise en œuvre réussie du programme POD, car étant en droite ligne avec le résultat 2 du programme en question : « Leadership des Jeunes dans la Consolidation de la Paix et la Prévention des Conflits ».

A travers cet atelier de formation régional, le Gorée Institute a pu doter les groupes cibles venus du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal de connaissances, compétences et techniques nécessaires pour planifier et prendre des décisions en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits. Par ailleurs, l'Institut a approfondi la compréhension des participants sur les facteurs qui sous-tendent les conflits et sur le type de mesures de consolidation de la paix et de prévention des conflits nécessaires pour résoudre les conflits ou la violence à motivation politique aux niveaux communautaire, national et régional. D'une autre façon, l'Institut a attribué aux groupes cibles des compétences nécessaires à l'identification des principaux indicateurs de conflit et de paix, en mettant l'accent sur la catégorisation des indicateurs en fonction du contexte national.

Par le biais de cette formation, le Gorée Institute a fourni aux participants un cadre de réponse en tenant compte de l'éventail des instruments de paix et de sécurité, des acteurs en mesure d'agir, des synergies qui peuvent être créées entre les acteurs et les instruments, et enfin, de la faisabilité des réponses dans l'environnement spécifique du conflit, en examinant les liens structurels, de gouvernance et de développement à court et à long terme avec le conflit.



Consolidation de la paix et prévention des conflits au Sahel : Gorée Institute mise sur le leadership des femmes



Comme dans la plupart des pays touchés par des conflits sur le continent africain, les leçons tirées des années d'interaction avec les femmes dans les situations de conflit au Sahel ont révélé que les femmes sont le plus souvent exclues des processus officiels de négociation de la paix. Leur rôle actif de leadership dans la consolidation de la paix reste souvent invisible, sous-reconnu, sous-financé et sous-utilisé. C'est donc pour inverser la tendance que le Gorée Institute s'est engagé à mener une formation régionale de renforcement des capacités qui cible les femmes leaders dans les pays cibles du Sahel, à savoir le Sénégal, le Mali, le Niger et le Burkina Faso. La formation qui s'est tenue sur l'île de Gorée du 11 au 13 août 2021 fut axée sur le thème : « Promouvoir le leadership des femmes dans la consolidation de la paix et la prévention des conflits au Sahel ».

Alors que plusieurs instruments internationaux dont les résolutions 1325, 1820, 1888 et 1889 du Conseil de sécurité de l'ONU, accordent du crédit à la participation des femmes aux activités de consolidation de la paix et à leur protection dans les situations de conflit, la plupart des femmes africaines, qui sont les plus touchées par la guerre

et l'instabilité politique, ne connaissent pas ces dispositions et ne savent pas comment les utiliser pour se protéger contre les injustices qui en résultent. Pour changer cette situation, il est crucial de mobiliser, d'autonomiser et de renforcer les capacités des femmes au Sahel, afin qu'elles puissent s'affirmer et mener des initiatives de paix en tenant compte de leurs droits et de leurs rôles à tous les niveaux de la société. La formation du Gorée Institute entre ainsi dans le cadre de la mise en œuvre du programme « Power of Dialogue » qui promeut un espace démocratique pacifique et un processus de prise de décision politique inclusif, réactif et représentatif à tous les niveaux. Elle a pris en compte les lacunes et les défis pour aider à lutter contre les formes courantes de l'aveuglement du genre dans la construction de la paix et la prévention des conflits.

A travers cette formation régionale, l'Institut panafricain a réussi à renforcer la capacité de ces femmes du Sahel à jouer un rôle actif de leadership dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la prise de décision politique dans les pays ciblés de cette zone. Ce qui a également inclus le renforcement de leurs compétences pour anticiper et répondre aux conflits et aux crises, pour travailler efficacement dans des environnements politiques instables, et pour enrichir leur engagement civique avec les acteurs politiques en utilisant les connaissances, les outils et les techniques de consolidation de la paix, de prévention des conflits, de lobbying et de plaidoyer acquis lors de la formation.

A l'issue de la formation régionale, ces femmes issues des pays du Sahel, précisément du Mali, du Niger, du Burkina Faso et du Sénégal ont toutes été dotées des connaissances, compétences et techniques nécessaires pour planifier et prendre des décisions en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits.

Instabilité institutionnelle et menaces à la sécurité humaine au Sahel : les acteurs formés pour un engagement efficace

étatiques de la région du Sahel. La formation organisée sur le thème : « Une forte synergie et la génération de connaissances sont des moteurs positifs du changement » a pu renforcer



Déterminée par le niveau de maturité démocratique, la stabilité institutionnelle est un critère permettant de jauger le progrès démocratique d'un pays. En effet, la reconnaissance de l'interconnexion entre la sécurité humaine et la stabilité institutionnelle nécessite d'approfondir la compréhension de la réactivité des institutions démocratiques et leur interrelation avec la sécurité humaine. Ainsi, le Gorée Institute est d'avis que pour prévenir efficacement l'instabilité institutionnelle et protéger la sécurité humaine, il est impératif de connaître le mandat des institutions démocratiques, les politiques de l'État et la fragilité du contexte social, politique et économique, les facteurs de risque imminents et les menaces sous-jacentes à la sécurité humaine.

C'est à cet effet que, dans le cadre de la mise en œuvre du programme « Power of Dialogue » (POD), l'Institut panafricain a organisé un atelier de formation régional destiné aux représentants des institutions gouvernementales, des organisations de la société civile et les acteurs

les connaissances des participants sur le lien entre la sécurité humaine et la stabilité institutionnelle, et à améliorer leur capacité à identifier les indicateurs structurels liés à l'instabilité institutionnelle avec des menaces évidentes pour la sécurité humaine.

La formation tenue dans les locaux de Gorin, du 28 au 30 juillet 2021, a armé les acteurs étatiques et non étatiques issus du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Sénégal des connaissances, de compétences et des outils nécessaires pour s'engager efficacement dans le suivi des indicateurs structurels liés à l'instabilité institutionnelle, et de leurs menaces évidentes pour la sécurité humaine. Les participants qui étaient au nombre de trente (30) ont ainsi eu les moyens de traduire ces menaces en mesures plus réactives sous la forme d'un plaidoyer, d'un dialogue et d'un lobbying proactifs auprès des décideurs politiques. Des sessions déroulées pendant trois jours ont contribué à cet effet à une meilleure compréhension du lien qui se renforce

mutuellement entre la stabilité institutionnelle et les menaces pour la sécurité humaine.

Cette formation a permis aux acteurs des pays du Sahel de mieux comprendre les causes profondes de l'instabilité institutionnelle et son impact sur la sécurité humaine, d'approfondir la compréhension du concept et de l'évolution du lien entre l'instabilité institutionnelle et la menace pour la sécurité humaine. Elle a aussi accru la compréhension des groupes cibles sur le contexte et la nature politique de la stabilité institutionnelle et de la sécurité humaine, contribué à la promotion des institutions transparentes, responsables et réactives face aux défis de la sécurité humaine et créé des opportunités pour un dialogue continu et la diffusion d'informations sur le lien entre la sécurité humaine et l'instabilité institutionnelle.

Notions de stabilité démocratique et sécurité humaine

- Notion de stabilité démocratique

Selon la définition générique de la démocratie, la stabilité démocratique exige un système politique dans lequel le peuple est le détenteur du pouvoir. C'est-à-dire le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple, comme le préconise

Abraham Lincoln. A noter que la notion moderne de l'Etat repose sur l'idée d'un pouvoir institutionnalisé. Par ailleurs, l'organisation de l'Etat moderne repose sur le principe fondamental de la séparation des pouvoirs. L'article 16 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen dispose ainsi que « toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée ni la séparation des pouvoirs déterminée n'a point de constitution ». Ainsi, par opposition de la définition minimaliste à celle maximaliste, la première prend en compte la démocratie électorale, avec des élections libres et loyales. Tandis que la deuxième prône la démocratie libérale, avec les normes et les valeurs d'une démocratie plus large.

Par rapport toujours à la notion de stabilité démocratique, les critères de la démocratie sont la séparation des pouvoirs, la protection des droits et libertés, le choix des dirigeants par le biais d'élections et le pluralisme. Mais aussi les valeurs de la tolérance, de la modération et de la civilité. Cependant, ce qui fait le plus défaut aux Etats, c'est l'intériorisation de ces valeurs démocratiques. En effet, pour mesurer la stabilité d'une démocratie, deux critères sont prépondérants: la légitimité et l'adhésion des





citoyens aux valeurs, aux normes et aux institutions démocratiques et l'institutionnalisation et l'utilisation effective de ces valeurs, normes et institutions par les citoyens. En outre, pour observer la stabilité des régimes démocratiques, quatre approches sont essentielles. Il s'agit de :

- La logique des symptômes fondée sur l'absence de crise; rechercher des signes pathologiques et l'existence de comportements anti-démocratiques (utilisation de la violence, rejet des résultats des élections, respect de la loi notamment par les autorités).
- -La logique de mise à œuvre de l'épreuve basée sur la gestion des crises comme le comportement du régime en cas de crise.
- La logique préventive basée sur l'existence de fondements structurels solides (fondements socio-économiques et développement de facteurs de stabilité).

Il est toutefois à noter qu'un pays peut ne pas être développé et avoir un certain niveau de stabilité. Car c'est la logique préventive qui renseigne sur le niveau de stabilité d'un pays.

L'instabilité institutionnelle se manifeste donc par la récurrence coups d'Etat (Niger 1996, 1999 et 2010; Côte d'Ivoire 1999; Mali 1968, 2012, 2020, 2021 ; Guinée 2008; Guinée Bissau 1998, 2012), les révisions constitutionnelles déconsolidantes pour la conservation du pouvoir (Sénégal en 2012; Burkina Faso en 2014, Niger 2009), les successions dynastiques (Togo, tentative au Sénégal) et les accords politiques en marge des constitutions, sans consultation des populations, avec une absence de transition politique.

- Notion de sécurité humaine

Selon le rapport du PNUD (1994) sur le développement humain, il y a sécurité humaine lorsque l'individu est libéré de la peur et du besoin dans le respect de sa dignité et dans un environnement durable. En effet, la notion de sécurité humaine a émergé avec l'intégration des problèmes de sécurité dans l'agenda international pour le développement. Mais aussi avec la transformation des conflits depuis la deuxième guerre mondiale, avec des conflits de plus en plus d'ordre interne.

Comme caractéristiques, la sécurité humaine doit être centrée sur l'homme et considérer l'ensemble des conditions qui menacent la survie, les conditions d'existence et la dignité humaine. Elle doit être fondée sur une approche multisectorielle des insécurités et une compréhension globale des menaces (économiques, environnementales, alimentaires, sanitaires). La sécurité humaine nécessite une approche holistique avec des réponses coopératives et multisectorielles en raison de l'interdépendance des menaces (exigence d'une coopération entre les acteurs de la sécurité), du développement et des droits de la personne. Elle a besoin d'une approche spécifique au contexte, avec les menaces qui varient suivant le contexte, mais aussi d'une approche orientée vers la prévention.

Les différentes dimensions de la sécurité humaine sont confrontées à des menaces spécifiques. Ainsi, à côté de la sécurité économique, il y a la menace de la pauvreté persistante et du chômage. A côté de la sécurité alimentaire, il y a

la menace de la faim et de la famine. Et à côté de la sécurité sanitaire, il y a la menace des maladies infectieuses mortelles, l'alimentation malsaine, la malnutrition et le manque d'accès aux soins de santé essentiels. La Sécurité de l'environnement est menacée par la dégradation de ce dernier, les catastrophes naturelles, la pollution et l'épuisement des ressources. La sécurité personnelle, quant à elle, est menacée par la violence physique, la criminalité, le terrorisme, la violence familiale et le travail des enfants. Pour ce qui est de la sécurité de la communauté, on redoute les tensions interethniques, religieuses et autres tensions liées à l'identité. La sécurité politique elle, est menacée par la répression politique et les abus des droits de la personne.



Stabilité institutionnelle et sécurité humaine au Sahel : Examen en profondeur des menaces via un monitoring

L'aggravation de la pauvreté, des inégalités, du chômage des jeunes et la mauvaise mise en œuvre des politiques dans les pays politiquement instables sont également liées à l'instabilité



La stabilité institutionnelle est un bon baromètre pour jauger les progrès démocratiques d'un pays car édifiant sur son niveau de maturité démocratique. Tout au long de leur histoire politique, les pays du Sahel ont été confrontés à plusieurs formes de déficiences institutionnelles. Ils s'efforcent soit de mettre en place des institutions crédibles ou de renforcer celles qui existent déjà, soit de retrouver la stabilité politique et institutionnelle dans le cadre d'un effort de consolidation de leurs démocraties respectives. D'ailleurs, les différentes formes d'abus des institutions démocratiques ont toujours été une des causes profondes de guerres civiles observées dans de nombreux pays du continent africain.

A travers ses multiples recherches, facilitations et interventions en Afrique et au Sahel particulièrement, le Gorée Institute a pu déceler des corrélations entre l'instabilité institutionnelle et l'émergence et la prolifération de conflits violents.

institutionnelle. Une situation qui continue d'avoir un impact négatif sur la croissance économique, la cohésion sociale et le chômage des jeunes ; et contribue donc tout autant à aggraver la fragilité des États, la faible croissance économique et l'intolérance politique.

Face à la multiplicité et à l'interconnexion des menaces à la stabilité institutionnelle dans les pays ciblés du Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal), le Gorée Institute a mis en œuvre un monitoring de la stabilité institutionnelle les 23 et 24 septembre 2021 dans l'optique d'entreprendre un exercice de suivi pour comprendre la réalité spécifique à chaque pays afin de générer des suggestions plus systématiques et holistiques telles que la réforme institutionnelle.

En plus d'entreprendre une planification plus poussée de la consolidation de la paix dans le cadre des principes directeurs de son programme Power Of Dialogue (POD), le Centre

pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique a pu examiner en profondeur certaines nouvelles menaces qui pèsent sur la stabilité institutionnelle.

La formation qui a identifié dix (10) moniteurs par pays cibles fut pour le Gorée Institute une occasion de diagnostiquer les sources d'instabilité institutionnelle comme point d'entrée et d'identifier les stratégies et les opportunités d'intervention. En outre, il s'est agi d'approfondir la compréhension et de contribuer à informer les interventions fondées sur des preuves du Power Of Dialogue, de fournir un suivi pays par pays de la vulnérabilité structurelle causée par l'instabilité institutionnelle dans les pays ciblés, et de compléter les données basées sur les événements, afin de fournir à l'Institut et aux décideurs politiques des informations et des analyses plus contextualisées visant à favoriser la réforme institutionnelle.

Enfin, ce monitoring a permis d'effectuer une analyse rétrospective de l'alerte et de la réponse rapides afin d'identifier les précurseurs empiriques de l'instabilité institutionnelle et de déterminer les canaux de communication avec les décideurs politiques.

Après une session de renforcement de capacités et de partage d'expériences de deux jours, les moniteurs issus des pays objet de l'étude disposent de vingt et un (21) jours pour effectuer la collecte des données. Les rapports pays qui seront tirés de cette collecte de données vont donner suite à un rapport final sur la stabilité institutionnelle dans les pays ciblés du Sahel.



Gouvernance des ressources minérales

Table ronde d'experts sur la gestion des ressources naturelles : Gorée Institute veut insuffler le changement en Afrique de l'Ouest

Après deux ans de mise en œuvre réussie de son projet Gouvernance des Ressources Minérales (GRM), grâce au soutien de la Fondation Ford, l'Institut Gorée a vu la nécessité de réunir les acteurs concernés pour réfléchir à ce qui doit être fait à court, moyen et long terme, et à quel type



Gorée Institute ne se lasse pas de multiplier les bonnes initiatives pour une gouvernance saine des ressources minérales en Afrique de l'Ouest. En effet, l'étude qu'il a menée entre 2013 et 2015 sur le thème "Poor Natural Resource Governance" ciblant la Sierra Leone, la République de Guinée, le Liberia et la Côte d'Ivoire avait révélé les défis complexes de la mauvaise gouvernance des ressources naturelles, mais aussi le caractère limité des connaissances et des exemples de bonnes pratiques dans la gestion des ressources naturelles dans le contexte africain. La même étude avait justifié la nécessité de s'attaquer au problème de manière durable par le biais d'un processus axé sur le partenariat, et de s'appuyer sur les connaissances existantes, l'expérience, les enseignements retenus et les bonnes pratiques à partager entre les pays à différents stades de la gestion des ressources naturelles, avec une référence particulière aux mécanismes de réglementation.

de contribution une organisation de la société civile panafricaine comme l'Institut Gorée devrait apporter pour relever les défis actuels et influencer le changement. C'est donc à la lumière des résultats positifs acquis dans le cadre de ce projet GRM que le Gorée Institute a organisé, le mercredi 06 octobre 2021, une table ronde d'experts pour répondre à deux questions clés : "Maintenant que faut-il faire pour améliorer la distribution et la gestion efficaces des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest ? Et quel type de contribution une OSC panafricaine comme l'Institut Gorée devrait-elle apporter pour influencer le changement ?"

A travers ce séminaire qui regroupera les experts, les représentants d'institutions gouvernementales de contrôle de la conformité, d'organisations de la société civile, d'agences internationales et d'entreprises extractives, le Gorée Institute a tenté de réfléchir à ce qui devrait être fait dans la continuité pour améliorer

la distribution équitable et la gestion efficace des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest; et de proposer des recommandations et des suggestions en termes d'options possibles pour une OSC panafricaine comme le Gorée Institute afin d'influencer le changement dans le cadre de ses efforts pour favoriser un partage juste et équitable des revenus générés par l'extraction des ressources naturelles dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Ce séminaire des experts a constitué un brainstorming pour approfondir la compréhension de ce qui est actuellement nécessaire pour soutenir la gestion et la distribution des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest, et également identifier les options que les organisations de la société civile telles que Gorée Institute peut entreprendre, dans le cadre d'une

initiative de plaidoyer basée sur l'évidence pour contribuer à la gestion et la distribution juste et équitable des ressources naturelles. En outre, il a servi de cadre de discussions pour identifier les limites dans les textes législatifs et politiques existants en matière de gestion et de distribution de la gouvernance des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest.

La table ronde des experts a, par ailleurs, permis d'identifier les obstacles à la bonne gouvernance des ressources naturelles dans les processus et mécanismes de planification et de gestion, mais surtout de partager les expériences, les connaissances et les modèles de bonnes pratiques afin d'améliorer le contrôle des politiques, le cadre réglementaire et le cadre de gestion des revenus tirés de l'industrie extractive en Afrique de l'Ouest.



Gouvernance des ressources minérales: 2021, année de capitalisation des acquis

pleinement à la gouvernance efficace des ressources minérales au Sénégal et en Afrique. En effet, grâce à cette table ronde, les



En 2021, le Gorée Institute a fait preuve de la même dynamique de promotion des bonnes initiatives pour une gouvernance saine des ressources minérales en Afrique de l'Ouest. Une suite logique de la série d'activités de renforcement de capacités, de formation, de plaidoyer, d'échanges de bonnes pratiques et de recherche menées depuis 2013 dans le cadre du projet Gouvernance des Ressources Minérales (GRM) de l'Institut, avec l'appui financier de la Fondation Ford pour favoriser le partage juste et équitable des revenus tirés des ressources minérales et pétrolières. En effet, l'année 2021 est celle de l'entame d'une nouvelle phase consacrée à la capitalisation des expériences, matérialisée par l'organisation d'un atelier régional sur le thème : « les bonnes pratiques et leçons apprises dans la gouvernance des ressources minérales en Afrique de l'Ouest : cas du Sénégal ».

Les fructueux échanges de bonnes pratiques entre acteurs du secteur minier de différents pays ont permis au Gorée Institute de contribuer

communautés issues des zones d'exploitation, les parlementaires, les acteurs étatiques et non étatiques ont pu partager leurs perceptions dudit projet et évaluer dans quelle mesure ce dernier a contribué à l'amélioration des politiques, au contrôle parlementaire et au suivi et à l'évaluation, en tenant compte des communautés d'accueil des sociétés extractives. Cela a également permis aux acteurs de partager leurs visions et attentes de la gouvernance des ressources minérales.

Après donc les nombreuses activités sanctionnées par une visite de terrain dans les zones minières du Sénégal et une rencontre régionale de partage et d'échanges sur les bonnes pratiques de gouvernance des ressources minérales, l'Institut panafricain a procédé, les 26 et 27 mai 2021, au partage du document de capitalisation de son projet Gouvernance des Ressources Minérales. En clair, l'Institut a, par cette occasion, fait focus sur

les leçons apprises en termes d'impact, de défis, de réussites et de gouvernance durable.

Ainsi, sur la base des résultats du projet GRM et des leçons apprises partagés à travers diverses présentations, le document de capitalisation du projet a fait l'objet d'échanges en termes de bonnes pratiques relevées, d'état des lieux, de défis, d'opportunités et de perspectives qui s'offrent, tout en mettant également l'accent, au-delà du Sénégal, sur les similarités, les divergences et les points de convergence entre les pays de la région ouest africaine.

Lors de cette rencontre qui s'est tenue sur l'île de Gorée, l'Institut Gorée et ses hôtes experts ont davantage insisté sur les retombées et impacts de la gouvernance des ressources minérales au Sénégal, sur la question des droits de l'homme dans le secteur extractif et celle du respect des engagements, notamment en matière sociale. La réflexion a également porté sur les succès et limites de la législation et des politiques mises en place, de même que la question de la transparence dans la gouvernance du secteur.

Outre le partage du document de capitalisation des bonnes pratiques et des expériences du projet qui a aussi servi de document d'information, de plaidoyer et d'orientation des politiques et pratiques, une réflexion commune a été faite sur la base des présentations en termes de défis et de perspectives à relever. Par ailleurs, des recommandations d'orientation politique qui ont aidé à orienter les parties prenantes du secteur ont été partagées, de même que les attentes des communautés issues des causeries communautaires. Enfin, le Gorée Institute a su mettre à profit la qualité des parties prenantes composées de membres d'instances gouvernementales, d'acteurs de la société civile, de parlementaires, du secteur privé, des communautés des zones d'exploitation, des partenaires techniques et financiers et des chercheurs pour produire une base de réflexion sur une nouvelle stratégie d'intervention.



Déclaration du Gorée Institute lors des événements de mars 2021

l'inefficacité des politiques d'insertion des jeunes en particulier, mais aussi et surtout la crise de la démocratie et de l'Etat de droit.



Lors des périodes de fortes tensions notées au Sénégal au mois de mars 2021, le Gorée Institute en tant qu'organisation panafricaine travaillant à l'avènement d'Etats démocratiques, de citoyens ouverts et informés et d'une société civile engagée, a élevé sa voix, à travers une Déclaration (ci-dessous) largement diffusée au niveau de la presse nationale et internationale.

L'actualité sociopolitique de ces derniers jours est marquée au Sénégal par des manifestations violentes dans la quasi-totalité des régions du pays ayant causé des pertes en vies humaines et la destruction de biens publics et privés. L'économie nationale, déjà éprouvée par la pandémie de la COVID dont les principales victimes sont les couches sociales défavorisées, en particulier la jeunesse, s'en trouve davantage fragilisée. Si le fait déclencheur reste l'arrestation du député et Président du parti PASTEF, accusé de viol, ces événements ont révélé la précarité économique des populations en général,

En effet, le déficit de confiance dans l'institution judiciaire soupçonnée d'être souvent instrumentalisée par l'Exécutif à des fins politiques n'est pas de nature à favoriser une administration sereine de la justice, notamment lorsque le mis en cause est un opposant. Le sentiment d'une justice à deux vitesses, à tort ou à raison, est fort malheureusement présent dans les représentations collectives. C'est ce qu'illustrent en partie les péripéties de la convocation et de l'arrestation du Président du PASTEF. La célérité avec laquelle cette affaire a été traitée conforte chez nombre d'observateurs le sentiment d'une justice téléguidée dans la perspective d'un troisième mandat prêté au Président Macky Sall. Mais, que ces perceptions soient fondées ou pas, elles sont en passe d'entraîner le Sénégal dans une instabilité politique majeure, et pire encore dans la remise en question de la cohésion sociale, voire nationale.

L'image de la démocratie sénégalaise tant vantée au niveau international est profondément affectée.

Le Gorée Institute déplore vivement les pertes en vies humaines et présente à la nation sénégalaise tout entière, aux familles éplorées en particulier, ses sincères condoléances et prie pour le repos de l'âme des morts.

Le Gorée Institute invite les différents acteurs au dépassement pour s'attaquer aux véritables urgences de l'heure notamment la crise sanitaire née de la COVID avec ses implications sur la vie quotidienne des populations. Le respect de chaque individu, des droits de l'homme et de la démocratie doit être au cœur de cette bataille.

Dans cette perspective, le Gorée Institute recommande :

A l'État de :

- Garantir le règlement de l'affaire opposant le député Ousmane Sonko et la plaignante Adji Rabi Sarr conformément aux standards d'une justice indépendante
- Réformer la justice pour renforcer son indépendance conformément aux standards internationaux en la matière
- Garantir le droit à une presse plurielle et libre qui demeure un principe constitutionnel - Renforcer la formation professionnelle et l'insertion des jeunes.
- Mettre la voix des jeunes au cœur des politiques publiques - Mener des enquêtes crédibles et indépendantes sur les circonstances des personnes décédées au cours des manifestations
- Mener une enquête sur la présence d'individus non identifiés ou nervis comme faisant partie des forces de l'ordre au cours de manifestations

- Libérer tous les citoyens arrêtés sans motif valablement exprimé

- Jeter les bases d'un dialogue inclusif avec comme finalité une synergie d'action pour consolider la paix et la stabilité, en définitive l'impulsion du développement du Sénégal.

Aux acteurs et partis politiques de :

- Respecter les règles et valeurs fondatrices de la démocratie et de l'Etat de droit
- Renforcer l'éducation civique des militants

Aux acteurs de la société civile de :

- Faire bloc pour la protection et l'élargissement de l'espace civique, de l'État de droit et des libertés fondamentales
- Entreprendre des actions de promotion d'une citoyenneté active pour une meilleure gestion du projet démocratique souvent captif de l'insatiabilité des politiques.

Retraite annuelle : 72h d'introspection à la Somone

Du 25 au 27 août 2021, l'ensemble du personnel du Gorée Institute s'est déplacé à Somone (région de Thiès) pour la tenue de sa retraite stratégique annuelle. Une occasion pour les membres de

présenté son bilan 2020/2021 et son business plan 2022.

Les partenariats et à la Stratégie de Mobilisation de ressources de l'Institut ont été passés en revue, de même que le Manuel d'Organisation et de Procédure, avec des amendements à



l'Organisation panafricaine, loin de leur île, de conforter leur efficacité d'équipe, leur leadership collectif et la chaîne des valeurs au sein de l'Institut. Cet éloignement temporaire de l'équipe GORIN pendant 72 heures fut aussi un prétexte pour procéder au Bilan d'étape 2020/2021 et à l'Audit financier 2020. Il s'est agi en outre de revisiter les Partenariats 2020/2021, de même que le Manuel d'Organisation et de Procédure et le Document de Stratégie 2021-2025. Au cours de cette retraite, les différents responsables de Programmes ont, tour à tour, présenté leurs respectifs bilans annuels avant de définir leurs stratégies pour l'horizon 2022.

Les coordinateurs des programmes « Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits » et « Gouvernance et processus politiques » ont présenté leurs projets phares pour l'horizon 2022. De même que les responsables des départements « Suivi et Evaluation » et « Communication et Gestion de Connaissances ».

Dans le même sillage, le département TERAL, instrument d'autofinancement de l'Institut, a

soumettre au Conseil d'administration.

La retraite annuelle 2021 a permis aux staffs sénior et technique du Gorée Institute de faire leur propre rétrospection, avant de se pencher sur la planification et la projection pour mieux appréhender le futur. Et pour rester dans la dynamique de développer davantage l'esprit d'équipe et la cohésion de groupe au sein de l'Organisation, la retraite stratégique annuelle fut clôturée par une sortie team building, avec une incursion en pirogue dans le sentier écologique de la réserve naturelle de la Somone.



Conseil d'administration annuel

La deuxième journée du Conseil d'administration a débuté avec l'adoption du Plan stratégique



Les 29 et 30 septembre 2021, le Gorée Institute a tenu son Conseil d'administration qui a vu la participation de Oyo Obe du Nigeria, Breyten Breytenbach de l'Afrique du Sud, Saïdou Nourou Ba du Sénégal, Bruno Zidouemba du Burkina Faso et Hatem Atallah de la Tunisie.

La première journée du Board 2021 a démarré avec les mots de bienvenue du Président du Conseil d'administration, Saïdou Nourou Ba et ceux du Directeur exécutif de l'Institut, Doudou Dia, avant le passage à l'adoption du procès-verbal de la précédente réunion du Conseil d'administration.

Ensuite, les rapports sont passés en revue avec notamment l'adoption du rapport d'audit financier de 2020, du rapport financier de 2020 et des états financiers 2021, avant que le Directeur exécutif ne fasse une esquisse des différentes activités de la période 2020-2021. Séance qui a été suivie de la présentation des rapports des différents programmes (Gouvernance Politique et Processus Electoraux, Consolidation de la paix et Prévention des Conflits, TERAL). Toujours dans ce Board meeting, les rôles et responsabilités du Conseil d'administration ont été passés en revue et les relations entre l'Institut et le Gouvernement du Sénégal évaluées.

2021-2025 de GORIN, notamment l'examen du document de stratégie 2017-2019 et les échanges autour de la création d'un Centre d'excellence. Les discussions étaient également axées sur le Programme 2021-2025 (Power of Dialogue 2021-2025, Charter Project Africa 2021-2023 et Natural Governance Project 2021-2023).

En outre, le Conseil a procédé à l'examen et à l'adoption du plan de travail 2022 et du budget 2022. Après l'examen et l'adoption de la Charte d'intégrité de l'Institut et les discussions autour de la stratégie de mobilisation des ressources 2021-2025, les membres du Conseil d'administration se sont réunis en interne pour tirer les conclusions et faire des recommandations, avant de revenir au staff du Gorée Institute. Une réunion entre le Conseil d'administration et le personnel de l'Institut a mis fin à cette rencontre annuelle qui s'est tenue dans les locaux du Gorée Institute.



GORÉE INSTITUTE

CENTRE POUR LA DÉMOCRATIE, LE DÉVELOPPEMENT ET LA CULTURE EN AFRIQUE

VISION

Le Gorée Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés engagées, d'institutions fortes et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des États démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes ainsi qu'une société civile indépendante et engagée.

MISSION

Notre mission est de promouvoir l'émergence de sociétés justes, paisibles et autosuffisantes en Afrique. Nous la réalisons en nous efforçant d'élargir la gamme des paradigmes, des outils, du savoir-faire et des connaissances pouvant promouvoir l'émergence de sociétés paisibles et autosuffisantes. Dans ce but, nous renforçons également les capacités des institutions et des individus qui constituent ces sociétés et qui œuvrent pour leur établissement. Ce faisant, nous optimisons l'utilisation des ressources humaines, créatrices et financières du continent, tout en exploitant et en adaptant les meilleures pratiques venant d'ailleurs.

VALEURS

Le dévouement de l'ensemble du personnel à l'Institut et à sa mission constitue notre principal atout. L'innovation, la créativité, la pensée critique ainsi que la participation aux réseaux d'action sont, par excellence, nos valeurs, compétences et activités essentielles.

Gorée Institute
Residence Bibi, Rue des Gourmets
BP: 05 Ile de Gorée, Dakar, Sénégal
Telephone: +221 33 849 48 49
Email: info@goreeinstitut.org
Site web: <https://goreeinstitut.org>

